



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

**FOURNITURE D'EQUIPEMENTS DE PROTECTIONS INDIVIDUELLES POUR
LE PERSONNEL TECHNIQUE DE LA DIRECTION TERRITORIALE SEINE NORD**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5
du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE n°2024-8500-03

Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture d'Equipements de Protection Individuelle destinés à l'ensemble du personnel de la Direction Territoriale Seine-Nord.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction Territoriale Seine-Nord
Boulevard de Constance
77300 Fontainebleau

Personne signataire de l'accord cadre

La personne signataire du marché est Madame Valérie METRICH-HECQUET, Directrice Générale de l'Office National des Forêts.

SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	4
1.3.	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES)	4
1.4.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS.....	4
1.5.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	4
2	OBJET DE L'ACCORD-CADRE – PROCEDURE	4
2.1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
2.2.	PROCEDURE	5
2.3.	CLASSIFICATION CPV	5
3	CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE.....	5
3.1.	FORME DE L'ACCORD CADRE	5
3.1.1.	Décomposition en lots.....	5
3.1.2.	Modalités d'attribution de l'accord-cadre	5
3.1.3.	Modalités d'attribution des bons de commandes.....	5
3.2.	DUREE ET PRISE D'EFFET DE L'ACCORD CADRE	5
3.3.	PRESTATIONS SIMILAIRES	6
3.4.	VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	6
4	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ	6
5	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ	7
5.1.	CORRESPONDANT PERMANENT DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS	7
5.2.	PASSATION DES COMMANDES	7
5.2.1.	Commandes annuelles et commandes de réapprovisionnement.....	7
5.3.	SUSPENSION D'UN BON DE COMMANDE.....	7
5.4.	RESILIATION D'UN BON DE COMMANDE	8
5.5.	FOURNITURES NON PREVUES.....	8
5.6.	MODIFICATIONS OU REMPLACEMENT D'UN PRODUIT	8
5.7.	MODIFICATION SUITE A INNOVATION	8
5.8.	RETOUR DE MARCHANDISE	9
6	NATURE DES PRESTATIONS ET EXIGENCES ATTENDUES	9
6.1.	EXIGENCES GENERALES APPLICABLES AUX SITES DE FABRICATION – RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT	9
6.2.	EXIGENCES GENERALES APPLICABLES AUX VETEMENTS	9
6.2.1.	Exigences en matière de santé et de sécurité des produits.....	9
6.2.2.	Généralités sur la Réglementation REACH (Registration, Evaluation, Authorization and restriction of Chemicals).....	9
6.2.3.	Les obligations des titulaires au regard de la réglementation REACH	10
6.2.4.	Politique de suivi de la réglementation REACH à mettre en œuvre par le titulaire.....	10
6.2.5.	Rappel sur les substances interdites, soumises à restrictions ou SVHC.....	10
6.2.6.	Qualité des articles des lot 4, 5 et 6.....	11
6.2.7.	Conditionnement et emballage.....	12
6.3.	TRANSPORT - VERIFICATION	12
7	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT.....	13
7.1.	UNITE MONETAIRE	13
7.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX	13
7.3.	VARIATION DANS LES PRIX	13
7.4.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	14
7.4.1.	Avance	14
7.4.2.	Acomptes.....	14
7.4.3.	Facturation	14
7.4.4.	Dématérialisation des factures	14
7.4.5.	Délai global de paiement	14
7.4.6.	Nantissement ou cession de créance	15
8	PENALITES.....	15
8.1.	PENALITES POUR RETARD DE LIVRAISON DES COMMANDES.....	15
8.2.	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE.....	15
8.3.	RETARD IMPUTABLE A L'ONF	15
8.4.	PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE.....	15
9	DROIT, LANGUE	16

10	ASSURANCE.....	16
11	PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT	16
12	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	16
12.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	16
12.2.	TRAVAIL CLANDESTIN.....	16
12.2.1.	<i>Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes</i>	<i>17</i>
13	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	17
14	RESILIATION DU MARCHE.....	17
15	DEROGATION AU CCAG-FCS	17

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Seine-Nord, Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 01453, dont le siège est basé boulevard de Constance - 77300 FONTAINEBLEAU.

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est :

Madame Carole LACOME-GEORGES - Responsable du Pôle Santé et Sécurité au Travail

Boulevard de Constance – 77300 Fontainebleau

Tél : 06.11.58.19.18

carole.lacome@onf.fr

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements d'ordre juridique ou administratif est :

Monsieur Romain DECOURCELLE – Responsable Territorial Achats

Boulevard de Constance – 77300 Fontainebleau

romain.decourcelle@onf.fr

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est :

Madame Carole LACOME-GEORGES - Responsable du Pôle Santé et Sécurité au Travail

Boulevard de Constance – 77300 Fontainebleau

Tél : 06.11.58.19.18

carole.lacome@onf.fr

ou un des membres de l'équipe SST de la DT-Seine-Nord : Rémi PAYOT, Sarah LABOURO et Nicolas BLICKS.

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au sein de la direction territoriale.

2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE – PROCEDURE

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture d'articles d'Equipements de Protection Individuelle, (franco de port) destinés à l'ensemble du personnel de la Direction Territoriale Seine-Nord (techniciens forestiers, ouvriers forestiers, conducteurs de travaux, chefs d'équipes, animateurs...).

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 et suivants du code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

18100000	Vêtements professionnels, vêtements de travail spéciaux et accessoires
18140000	Accessoires pour vêtements de travail
18141000	Gants de travail
18143000	Équipements de protection

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme de l'accord cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

3.1.1. Décomposition en lots

La consultation est constituée des 8 lots suivants :

Lot	Intitulé	Montant maximum annuel € HT
1	PROTECTION DE LA TETE	50 000
2	PROTECTION DES YEUX	10 000
3	PROTECTION DES MAINS	50 000
4	PROTECTION DU BAS DU CORPS	100 000
5	PROTECTION DU HAUT DU CORPS	50 000
6	VETEMENTS DE PLUIE	30 000
7	CHASSE	40 000
8	PHARMACIE	10 000

3.1.2. Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Chaque lot est attribué à un unique prestataire.

3.1.3. Modalités d'attribution des bons de commandes

Les bons de commandes seront adressés au titulaire selon les dispositions prévues à l'article 5.2 ci-après.

3.2. Durée et prise d'effet de l'accord cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification.

Il est renouvelable par tacite reconduction, par période d'une année. Le titulaire de l'accord-cadre ne peut refuser sa reconduction.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire par voie dématérialisée, via la plateforme PLACE, 2 (deux) mois avant la fin de l'année en cours.

La durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas excéder 4 (quatre) ans.

Dans l'hypothèse où le maximum annuel est atteint avant la fin de l'année contractuelle, la période suivante pourra être déclenchée par anticipation avec mise à disposition du nouveau maximum annuel. Le titulaire en sera alors informé par écrit.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité du marché. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Dans ce cas, leur durée d'exécution est fixée à deux mois maximum.

3.3. Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

3.4. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles.

Les variantes sont autorisées sur les caractéristiques des références des produits listés au Bordereau des Prix Unitaires.

Elles peuvent être présentées sans offre de base c'est-à-dire correspondant aux attentes strictes du BPU.

En cas d'articles proposés en variante, ceux-ci devront a minima correspondre aux normes réglementaires visées dans les descriptions du CCTP.

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

En application de l'article 4-1 du CCAG-FCS, les documents contractuels constitutifs du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement du lot concerné ;
- le BPU (Bordereau des Prix Unitaires) du lot concerné ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seule foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, désigné ci-après CCAG-FCS ;
- les échantillons ;
- le mémoire technique du titulaire ;
- les fiches techniques ;
- les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre.

A noter, le CCAG-FCS étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE

5.1. Correspondant permanent de l'Office National des Forêts

Le correspondant permanent de l'ONF sera Madame LACOME - Responsable du Pôle Santé et Sécurité au Travail à la Direction Territoriale SEINE NORD, qui restera l'interlocutrice privilégiée durant l'exécution du marché.

Par ailleurs, l'ONF transmettra au titulaire une liste nominative des mandataires désignés en agences territoriales, auxquels ils pourront s'adresser en cours de marché, en particulier pour la gestion des livraisons et des retours.

5.2. Passation des commandes

5.2.1. **Commandes annuelles et commandes de réapprovisionnement**

L'émission des bons de commandes signés par l'ONF sont adressés au titulaire par courriel.

Ils récapitulent, par référence de vêtement ou accessoires, les quantités commandées par taille et indiquent :

- l'identification des contractants ;
- **le numéro du présent marché : 2024-8500-03 ;**
- le numéro d'engagement SAP ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des fournitures ;
- leur quantité attendue ;
- le lieu de livraison ;
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer ;
- **le(s) lieu(x) d'exécution ;**
- **le(s) délai(s) d'exécution.**

Aucune livraison ne doit être effectuée sans bon de commande.

Le titulaire devra accuser réception par retour de courriel desdites commandes auprès de la personne en charge de l'exécution du marché, identifiée dans l'article 1.2 du présent document, **dans un délai maximum de 48 heures.**

Suivra un délai de 7 jours calendaires pour présenter ses observations par écrit (par messagerie électronique). Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepter sans réserve.

A réception de chaque bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours calendaires maximum pour la livraison des articles, hors flocage.

En cas de dépassement de ce délai de livraison contractuel, il sera fait application des pénalités de retard prévues à l'article 8.1.

A NOTER que les commandes seront ponctuelles, quel que soit l'article ; au titulaire de s'assurer de son approvisionnement en conséquence.

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique, le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

5.3. Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre son exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

5.4. Résiliation d'un bon de commande

Dans l'hypothèse où la résiliation du bon de commande est **directement et exclusivement imputable au titulaire**, la résiliation du bon de commande ne donnera lieu à **aucune indemnisation de la part de l'ONF**.

Dans l'hypothèse où la résiliation du bon de commande est **directement et exclusivement imputable à l'ONF**, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants, jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

5.5. Fournitures non prévues

Dans le cas où des fournitures autres que celles prévues dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) s'avèraient nécessaires, deux possibilités pourront être mises en œuvre :

- Soit la commande d'une référence présente au catalogue du titulaire moyennant l'application du « pourcentage de remise sur prix catalogue » prévu au marché ;
- Soit la passation d'un avenant au contrat en vue de l'intégration au BPU des références concernées.

5.6. Modifications ou remplacement d'un produit

De manière exceptionnelle, en cas de modification, de disparition d'un produit proposé au BPU, le titulaire proposera un produit de remplacement, équivalent au prix du produit remplacé.

Si le titulaire est dans l'impossibilité de remplacer par un produit de catégorie équivalente, il propose un produit à **caractéristiques supérieures les plus proches, sans modification du prix initial.**

Dans ces 2 cas, **le produit de remplacement devra être approuvé au préalable par le Pôle Santé Sécurité au Travail de l'ONF**. L'ONF se réserve le droit de ne pas accepter cette proposition et de supprimer du marché la fourniture des produits concernés, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

L'ONF se laisse la possibilité de tester ces nouveaux produits avant de les intégrer.

Le titulaire fournira impérativement :

- **La nouvelle proposition tarifaire ;**
- **La fiche technique du produit de substitution ;**
- **Un exemplaire du produit de substitution.**

La modification est constatée par avenant entre les 2 parties.

5.7. Modification suite à innovation

En cas d'innovation majeure, le titulaire proposera à l'ONF une évolution des articles du BPU (matière première, nouvelles membranes, nouvelles coupes...).

L'ONF procédera à des échanges techniques, puis des tests en interne, pour validation de cette innovation par le Pôle Santé Sécurité au Travail de l'ONF.

La modification est constatée par avenant entre les 2 parties.

5.8. Retour de marchandise

En cas d'articles non conformes à la commande, trop petits, trop grands ou défectueux, le titulaire aura à sa charge leur échange.

A compter de la réception de la demande de retour par mail, il aura **5 jours calendaires maximum** pour procéder au remplacement de l'article, qui s'effectuera par transporteur.

6 NATURE DES PRESTATIONS ET EXIGENCES ATTENDUES

Les articles attendus pour ce marché sont répertoriés et détaillés dans le CCTP.

Le principe général est de disposer d'un vestiaire confectionné pour l'ONF sur la base des articles techniques des fabricants, intégrant les dernières innovations et répondant aux exigences minimales et normes demandées.

Toutes les caractéristiques définies pourront être modifiées en cours de marché, dans la mesure où les modifications envisagées ne remettent pas en cause l'économie du marché, la fonctionnalité des articles, ainsi que leurs performances.

Dans tous les cas, soit l'ONF, par l'intermédiaire de la personne en charge de l'exécution du marché, en informera par écrit les titulaires concernés, soit, si les demandes émanent des titulaires, après analyse, l'ONF décidera s'il y a lieu ou non de mettre à jour l'annexe et, le cas échéant, informera par écrit les titulaires de l'intégration de ces modifications.

6.1. Exigences générales applicables aux sites de fabrication – respect de l'environnement

L'intégralité des vêtements doit être conforme aux normes en vigueur. Le titulaire s'engage sur la qualité de l'ennoblissement des articles visés au présent marché.

A ce titre, le candidat fournira un descriptif de toutes les dispositions prises pour maîtriser ses rejets, ainsi qu'un état des mesures (valeur mesurée, fréquence, seuil d'acceptation, résultats des mesures).

6.2. Exigences générales applicables aux vêtements

6.2.1. Exigences en matière de santé et de sécurité des produits

Afin de préserver la santé et garantir la sécurité du personnel de l'ONF, tous les articles livrés doivent être conformes à la réglementation européenne et à la réglementation française en vigueur :

- Directive 2001/95/CE relative à la sécurité générale des produits,
- Règlements CE N°1907/2006 et N°552/2009 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (R.E.A.CH),
- Règlement N°143/2011 concernant les substances soumises à autorisation (R.E.A.CH.),
- Décision 2009/251/CE et 2010/153/EU relative au fumarate de diméthyle.

6.2.2. Généralités sur la Réglementation REACH (Registration, Evaluation, Authorization and restriction of Chemicals)

La réglementation européenne R.E.A.CH. sur les substances chimiques (Directive 1907/2006) est entrée en vigueur le 1er juin 2007.

Cette réglementation a pour objectif d'identifier les substances chimiques fabriquées ou importées en Europe, d'évaluer leurs risques sur la santé humaine et l'environnement, et de limiter, voire interdire, la fabrication et l'importation des substances considérées comme dangereuses sur le marché européen.

La réglementation prévoit la classification de ces substances selon leurs risques :

- CMR catégorie 1, 2 ou 3 (Cancérigène, Mutagène, Reprotoxique),

- PBT (Persistant, Bio accumulable, Toxiques),
- vPvB (très Persistant très Bio accumulable).

En fonction de cette classification, les substances sont ensuite listées comme :

- Substances soumises à restriction (Règlement 552/2009). Les articles ne peuvent pas être mis sur le marché si la substance dépasse le taux indiqué dans le règlement.
- Substances soumises à autorisation (Règlement 143/2011 ou Annexe XIV). Il y a interdiction de mise sur le marché des articles contenant ces substances, sauf sur autorisation préalable de l'ECHA. Les substances incluses dans cette liste sont destinées à être définitivement supprimées et remplacées par des solutions alternatives.
- Substances classées extrêmement préoccupantes, ou SVHC (Substance of Very High Concern).

Les substances reconnues SVHC ne doivent pas dépasser un taux de 0,1% (ou 1000ppm) en poids de l'article. Dans le cas contraire, il y a obligation :

- d'informer le consommateur, s'il le demande, de la présence de cette substance dans l'article et des risques encourus.
- de notifier auprès de l'ECHA (European CHemicals Agency) l'importation de cette substance selon la quantité totale annuelle importée (quantité à calculer sur la totalité des articles importés).

La liste des substances SVHC est évolutive et comprend à ce jour 53 substances (liste consultable sur le site de l'ECHA).

Tout fabricant, importateur, utilisateur, distributeur de produits incorporant des substances chimiques préoccupantes se trouve donc concerné par la réglementation REACH.

6.2.3. Les obligations des titulaires au regard de la réglementation REACH

En tant que fournisseur d'articles (produits textiles ou accessoires), le titulaire devra :

- se conformer à la réglementation REACH,
- assurer une traçabilité totale de ses articles, afin de pouvoir garantir la conformité à cette réglementation,
- informer l'ONF de la présence dans ses articles, de substances classées SVHC, et de leur concentration dans l'article (% masse),
- tenir à disposition de l'ONF tout élément, quant au respect de la réglementation REACH.

Le titulaire est responsable du respect de ces règles par ses propres fournisseurs.

En cas de manquement aux exigences du présent CCAP, le titulaire sera redevable envers l'ONF de toute amende, pénalité et dédommagement que l'ONF devrait régler du fait d'une infraction à la législation.

Tout manquement pourra également faire l'objet de rupture immédiate du marché.

6.2.4. Politique de suivi de la réglementation REACH à mettre en œuvre par le titulaire

En acceptant ce CCAP, le titulaire s'engage à mettre en place les processus de fabrication et les contrôles nécessaires pour garantir l'absence, ou la limitation de ces substances dans les articles livrés à l'ONF.

De plus, l'ONF se réserve le droit de réclamer des rapports de tests, permettant de démontrer le respect des exigences REACH, particulièrement en cas de réclamation de l'un des agents de l'ONF.

6.2.5. Rappel sur les substances interdites, soumises à restrictions ou SVHC

La liste des substances soumises à restriction est listée dans le règlement 552/2009.

Cette liste étant très régulièrement mise à jour, il est de la responsabilité du titulaire de se tenir informé de son évolution (liste consultable sur le site de l'ECHA www.echa.europa.eu).

Une attention particulière sera portée sur les produits chimiques ci-dessous :

Cadmium (N° CAS : 7440-43-9) pouvant être utilisé pour les enductions PVC ou PU :

- Seuil maximum de 100 ppm en poids de matière plastique suivant la Directive 1991/338/CE

Nickel (N° CAS : 7440-02-0) pouvant être utilisé pour protéger les métaux de l'oxydation :

- Taux de libération < 0,5 µg/cm²/semaine pour article en contact direct et prolongé avec la peau, suivant la directive 1994/27/CE.

Phtalates (DEHP, DBP, BBP, DINP, DIDP, DNOP) pouvant être utilisés comme plastifiants dans les enductions PVC :

- Seuil maximum de 1000 ppm.

Colorants azoïques pouvant se dégrader en benzidine (très fort pouvoir cancérogène) sous l'effet de la transpiration :

- Seuil maximum de 30 ppm (mg/kg tissu) pour les 22 amines listées dans la directive 2002/61/CE.

Colorants allergènes et cancérogènes repris dans la directive 67/548/CE et dans l'Ecolabel 2002/371/CE établissant les critères d'attribution du label écologique aux produits textiles :

- Interdiction d'utilisation de ces colorants.

Colorant azoïque bleu (N° CAS : 118685-33-9) qui présente une forte toxicité aquatique :

- Interdiction d'utilisation conformément à la Directive 2003/3.

Formaldéhyde susceptible de provoquer des irritations, voire des allergies (cutanée, respiratoire et oculaire) :

- Seuil maximum de 30 ppm (mg/ kg tissu).

Autres critères à prendre en compte

pH de l'extrait aqueux :

- compris entre 4,0 et 7,5 avec essai selon EN 1413 (juin 1998).

Les éléments de preuve permettant de démontrer le respect de l'ensemble des exigences ci-dessus devront être joints au mémoire technique du candidat.

Si le titulaire bénéficie d'une certification OEKOTEX, le produit concerné est réputé répondre aux exigences listées ci-dessus, ainsi qu'à certaines exigences du règlement REACH.

Dans ce cas, le titulaire transmettra à l'ONF le certificat OEKOTEX listant les produits concernés, matières premières (tissu, tricot) et accessoires de confection.

Les éléments listés dans le présent article sont ceux en vigueur à la date de rédaction du document. Le titulaire est naturellement tenu de se conformer aux règles en vigueur tout au long de l'exécution du marché.

6.2.6. Qualité des articles des lot 4, 5 et 6

Le titulaire fournira à l'ONF les certificats de l'ensemble des matériaux constitutifs des articles ayant fait l'objet de tests dans un laboratoire accrédité ISO/CEI 17025, ou dans leur propre laboratoire accrédité, pour démontrer le respect des exigences du présent CCAP et du CCTP.

Ces certificats seront à joindre lors de la création des prototypes et à la première fabrication, puis à la demande de l'ONF.

Les travaux de confection doivent être exécutés conformément aux règles de l'art, **aux prescriptions techniques et normatives liées aux environnements de travail et aux risques inhérent aux activités de l'ONF.**

Les fabricants fourniront tous les tests et essais correspondant aux normes des différents articles et accessoires.

Ils auront l'obligation et le devoir de conseiller et rappeler les normes applicables aux risques environnementaux et métiers de l'ONF.

Assemblage des coutures

- Les piqûres et surpiqûres doivent être régulières, sans points de manque, et de tension régulière, renforcées si possible par une double surpiqûre.
- Les coutures d'assemblage et les surpiqûres doivent être solides, avec un fil adapté à chaque matière, de coloris ton sur ton avec les coloris du vêtement, compatible à l'entretien (sans dégorgeement, ni rétrécissement).
- Les points de renforts ou d'arrêts devront être sur toutes les parties du vêtement soumises à de fortes tensions. (ex : ouvertures des poches, passants, braguettes, etc.)
- Les boutonsnières ne doivent pas s'effiloche et être suffisamment garnies.
- Les fonds des pantalons ont tous une double piqûre de renfort.
- Les fonds de poche doivent être confectionnés en matière solide et résistante à la déchirure.

Mercurie

L'ensemble de la mercerie (boutons, boucles, fermetures à glissière, etc.) et tout autre(s) composant(s) de mercerie doivent être parfaitement compatibles avec tous les vêtements au niveau :

- des coloris : nécessité de coordination et d'harmonisation aux coloris des tissus,
- de l'entretien : nécessité de compatibilité avec le code entretien du vêtement en lui-même et des matières dont il est composé,
- de l'utilisation courante : nécessité d'une composition solide et résistante en fonction des usages répétés.
- de la tenue à la corrosion provenant de la pluie et humidité liée à notre environnement de travail. Une attention particulière sera portée sur la qualité des accessoires (bouton, bouton pression, fermeture à glissière...), utilisés pour la confection des articles. A ce titre, le candidat devra argumenter dans son mémoire technique sur la qualité de ces accessoires et y joindre une fiche technique.

6.2.7. Conditionnement et emballage

Les articles devront être conditionnés en caisses carton.

Le titulaire devra utiliser des cartons de conception adaptée au produit (double cannelure pour des produits lourds), afin qu'ils arrivent au lieu de livraison, sans altération de forme ou perte.

6.3. Transport - Vérification

Les articles 19, 20, 22 et suivants du CCAG-FCS s'appliquent.

Les livraisons auront lieu sur les sites principaux suivants :

AGENCE	UP/ SERVICE	REFERENT EPI	ADRESSE	TELEPHONE
SIEGE DE LA DIRECTION TERRITORIALE	Pôle SST	Carole LACOME	Boulevard de Constance 77300 Fontainebleau	06 11 58 19 18
AG ILE-DE-FRANCE EST	Agence Fontainebleau	Corinne AUBIN	217 bis rue Grande 77300 FONTAINEBLEAU	01 60 74 77 75
AG ILE-DE-FRANCE OUEST	SG agence Versailles	Françoise CHICAUDET	27 rue Edouard Charton 78000 VERSAILLES	01 34 83 63 51
AG TRAVAUX SEINE-NORD	Unité de Production Hauts de France	Edwige PALLU	15 avenue de la Division Leclerc 60200 COMPIEGNE	03 44 40 09 13
AG TRAVAUX SEINE-NORD	Unité de Production Fontainebleau	Marie-Claude RENIER	Parc de la Faisanderie 77300 FONTAINEBLEAU	01 64 69 56 43
AG TRAVAUX SEINE-NORD	Unité de Production Versailles	Jocelyne XARDEL Hughes VERDIERE Tadeusz PACZKOWSKI	MF de l'Epi d'Or rue Francisco Ferrer 78210 SAINT CYR L'ECOLE	01 30 23 80 60 01 30 23 80 58
AG TRAVAUX SEINE-NORD	Unité de Production Normandie	François POUSSET	Chemin de la Bretèque 76230 BOIS GUILLAUME	02 32 91 37 78
AG ROUEN	SG agence Rouen	Stephanie CREEL PENNET	53 Bis Rue Maladrerie 76000 Rouen	01 30 59 27 54
AG ALENÇON	SG agence Alençon	Edwige LE GUILLOUX	36 Rue Saint-Blaise 61000 Alençon	02 33 82 36 26

AGENCE	UP/ SERVICE	REFERENT EPI	ADRESSE	TELEPHONE
AG LILLE	SG agence Lille	Vincent RAISON	107 Boulevard de la Liberté 59004 Lille Cedex	06 12 42 45 74
AG COMPIEGNE	SG agence Compiègne	Patricia LEFEVRE	15 avenue de la Division Leclerc 60200 COMPIEGNE	03 44 92 57 65

D'autres sites de livraison secondaires pourraient être indiqués sur le bon de commande.

7 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

7.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

7.2. Forme et contenu des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées, les prix unitaires.

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et sont réputés comprendre le transport ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

Ils tiennent compte des logos et sérigraphies demandés.

7.3. Variation dans les prix

Par dérogation à l'article 10.1.1. du C.C.A.G.-F.C.S., les prix sont révisables.

Les prix sont révisables **annuellement à chaque date anniversaire du contrat, à la demande du prestataire**, par l'application aux prix du marché de la formule suivante :

$$P = Po [FSD1/FSD1o]$$

Avec :

P : Valeur du prix au mois M de la date de révision

Po : Valeur du prix au mois Mo de remise des offres

FSD1 : Valeur du dernier Indice des frais et services divers, *connu à la date anniversaire du marché.*

FSD1o : Valeur de l'Indice des frais et services divers, *du mois Mo de remise des offres.*

Le coefficient issu du calcul sera arrondi au millième supérieur.

Par exemple, pour un résultat à 1,20396, il sera retenu 1,204 ; pour un résultat à 1,20301, il sera retenu 1,204.

Le titulaire transmet à l'ONF une proposition de révision des prix sur la base de la formule précitée au moins trois semaines avant la date anniversaire du marché.

L'ONF dispose d'un délai d'un mois, à compter de la date anniversaire du marché, pour accepter et mettre en place les prix révisés ou refuser la révision.

Le silence de l'ONF vaut acceptation de la révision des prix applicable au paiement des bons de commande, émis postérieurement à l'acceptation de la révision.

- **Clause limitative de sauvegarde** : l'administration se réserve le droit de **résilier sans indemnité** la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence, **lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3,00 % l'an**, par rapport aux prix figurant dans le BPU.

7.4. Modalités essentielles de paiement

7.4.1. Avance

Sans objet.

7.4.2. Acomptes

Sans Objet.

7.4.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée, obligatoirement via la plateforme Chorus Pro, dans les conditions précisées ci-après.**

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : **2024-8500-03** ;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le SIRET de la DT de l'ONF : 662 043 116 01453 ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C1 - Contractant » de l'acte d'engagement.

7.4.4. Dématérialisation des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de marché :

Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.

- Numéro d'engagement juridique :

Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXXXX.

- Numéro d'identification :

662 043 116 01453 pour le siège de l'ONF ou le SIRET mentionné sur le bon de commande si différent.

- Numéro de service exécutant :

Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

7.4.5. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,

- si le contrôle de la prestation, prévu dans le présent CCAP, n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

7.4.6. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique.

8 PENALITES

8.1. Pénalités pour retard de livraison des commandes

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé par le fait du titulaire du marché, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **50 euros HT par jour calendaire de retard**.

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire, tels que des grèves, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et une prolongation des délais d'exécution sera automatiquement accordé(e), pour une durée égale au retard imputable à l'établissement.

8.2. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables et s'appliquent dès le 1^{er} euro. Elles ne sont pas plafonnées.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

8.3. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

8.4. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

9 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du Code de la Commande Publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française, dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Tous les échanges adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

10 ASSURANCE

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir, en cas de dommages corporels et/ou matériels, causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens propres et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers, à l'occasion de la réalisation des prestations, objet du marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF, une attestation mise à jour par son assureur indiquant la nature, l'étendue et la durée de la garantie.

11 PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

L'ONF s'engage au titre de sa politique environnementale à prendre en compte les enjeux environnementaux, notamment pour satisfaire aux exigences des certifications de gestion forestière durable.

En conséquence, l'ONF attend de tous ses cocontractants – acheteurs, fournisseurs, titulaires de services, etc., qu'ils respectent les spécifications environnementales figurant à l'article 6.1 du présent CCAP.

12 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

12.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

12.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des

salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles L 143-3, L 143-5, et L 620- 3 du code du travail relatifs au travail clandestin.

12.2.1. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion minimale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

13 PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Conformément aux dispositions de l'article R2143-7 du code de la commande publique et des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de **produire tous les six mois et** ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

14 RESILIATION DU MARCHE

Conformément à l'article 36 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

15 DEROGATION AU CCAG-FCS

CCAP		CCAG-FCS	
Article	Libellé	Article	Libellé
8	Pénalités	14	Pénalités